

Déficit de performance burundaise au sein du bloc régional du COMESA

@rib News, 30/11/2017 â€“ Source XinhuaLe Burundi tire "moins de profits" des avantages offerts par les blocs régionaux par rapport à la dynamique des autresLe Burundi tire "moins de profits" des avantages offerts par les blocs régionaux par rapport aux autres pays de l'Afrique subsaharienne dont ceux du bloc régional du Marché Commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), a reconnu jeudi un responsable économique burundais.

Organisation internationale à vocation régionale, le COMESA, initialement composé de 19 Etats liés par un accord de libre-échange mis en place depuis le 21 décembre 1981, est cependant constitué à ce jour, de 20 Etats suite à l'intégration de la Tunisie intervenue en octobre dernier. Les 19 autres Etats sont : Burundi, Comores, République Démocratique du Congo (RDC), Djibouti, Egypte, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Libye, Madagascar, Malawi, Maurice, Rwanda, Seychelles, Soudan, Swaziland, Ouganda, Zambie et Zimbabwe. "Nous avons un taux d'exportation se situant dans la fourchette de 18 à 20% ; lequel est jugé quand même relativement faible par rapport à la dynamique des autres pays de l'Afrique subsaharienne dont ceux partageant en commun le bloc régional du COMESA...Toutefois, eu égard aux différentes programmes conçus par divers responsables de la politique économique, le potentiel des profits que les Burundais pourraient tirer de l'appartenance à ce bloc régional, ira en augmentant", a précisé Vénuste Ndikumwenayo, directeur du département des Etudes et des Statistiques de la Banque de la République du Burundi (BRB, banque centrale), lors d'un point de presse au lendemain de la clôture à Bujumbura, de la 38^{ème} réunion du Bureau du comité des gouverneurs des banques centrales des pays membres du COMESA. Sur la question de savoir les causes de ce déficit de performance burundaise en la matière, M. Ndikumwenayo a indiqué qu'au cœur des facteurs qui "interagissent entre eux", se trouve l'accès limité aux ressources financières susceptibles d'impulser l'investissement privé. Celui, a-t-il expliqué, est le défi burundais du moment, qui, une fois relevé, pourrait donner un coup d'accélérateur à la croissance économique. "En revanche, au vu des efforts en cours pour la consolidation des politiques d'inclusion financière au sein de la population, la banque centrale burundaise essaie de s'activer de façon visible, pour explorer tous les voies et moyens susceptibles d'aider le Burundi à relever le potentiel de la croissance, et, ipso facto, celui d'augmentation des échanges intra-COMESA". Néanmoins, a-t-il fait remarquer, en dépit de l'existence de ces défis, le Burundi dispose d'un des acquis conscutifs à son intégration dans le bloc régional du COMESA. Sur ce, il a cité l'accession à des facilités des transactions commerciales réalisées dans le cadre des échanges intracommunautaires avec les autres pays membres du COMESA, ainsi que l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires. "Donc, il y a un gain visible que les Burundais tirent de l'appartenance du Burundi au COMESA. Ce gain est aussi perceptible pour des Burundais voulant effectuer leurs affaires dans un des pays membres du COMESA ; car, ils jouissent d'emblée des facilités pour s'y installer. En définitive, en s'y penchant de près, on découvre qu'à travers le cadre régional du COMESA, les Burundais bénéficient déjà des avantages, même quantifiables", a-t-il insisté.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});